

Art. 7. § 1er. Le versement de la prime peut se faire sous la forme d'avances au preneur de prime.

§ 2. Les avances sont liquidées à concurrence de :

- a.) 50 % de la prime au début des travaux.
- b) 90 % de la prime à la réception provisoire des travaux.

§ 3. Le solde de la prime est versé lorsque l'Exécutif flamand a constaté lors de la réception définitive que les travaux ont été exécutés dans leur totalité et suivant les règles de l'art.

Le versement du solde de la prime est soumis au visa préalable de la Cour des Comptes avec mention des avances déjà versées.

§ 4. Si les frais des travaux sont inférieurs à l'estimation visée à l'article 5, § 1, la prime est augmentée proportionnellement.

§ 5. Les avances versées en vertu du présent arrêté ne peuvent être utilisées pour d'autres fins que celles pour lesquelles la prime a été accordée. En cas de non-respect de cette disposition, la prime sera déclarée échue et il sera procédé au recouvrement des avances déjà versées, majorées des intérêts légaux.

§ 6. Pendant l'exécution des travaux aucune modification ne peut être apportée à la liste des travaux approuvés par l'Exécutif flamand. Si cela donne lieu à des décomptes en moins, la prime est diminuée et il sera procédé à un nouveau calcul à raison de l'estimation approuvée, diminuée du décompte en moins.

Art. 8. § 1er. Les travaux de restauration ne peuvent être entamés qu'après l'attribution de la prime de restauration.

§ 2. Lorsqu'il y a danger de délabrement ultérieur du monument, le preneur de prime peut par dérogation au § 1er du présent article, et à ses propres risques, exécuter une partie des travaux en attendant l'octroi de la prime.

Le coût des travaux exécutés au préalable ne peut en ce cas dépasser un cinquième du montant à raison duquel la prime est calculée.

Art. 9. § 1er. La présente réglementation est d'application jusqu'au 31 décembre 1993. Les primes accordées avant cette date seront traitées et versées selon les dispositions du présent arrêté.

§ 2. L'Exécutif flamand peut prolonger l'application de cette réglementation.

Art. 10. Le présent arrêté entre en vigueur le 5 juin 1991.

Art. 11. Le Ministre communautaire de l'Aménagement du Territoire et du Logement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 5 juin 1991.

Le Président de l'Exécutif flamand,
G. GEENS

Le Ministre communautaire de l'Aménagement du Territoire et du Logement,
L. WALTNIEL

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELSE HOOFDSTEDELIJK GEWEST

EXECUTIF DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 91 — 1660

16 MAI 1991. — Ordonnance
relative à la lutte contre le bruit
dans les locaux de repos et de séjour à Bruxelles (1)

Le Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale a adopté et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE Ier. — *Champ d'application et définitions légales*

Article 1er. La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 107quater de la Constitution.

(1) Session ordinaire 1989-1990

Document du Conseil. — A - 66/1 Proposition d'ordonnance.

Session ordinaire 1990-1991

Documents du Conseil. — A - 66/2 Rapport. A - 66/3 Amendement.

Compte rendu intégral. — Discussion et adoption. Séances des 26 et 29 avril 1991.

3

BRUSSELSE HOOFDSTEDELIJKE EXECUTIEVE

N. 91 — 1660

16 MEI 1991. — Ordonnantie
betreffende de strijd tegen geluidshinder
in de rust- en woonruimten in Brussel (1)

De Brusselse Hoofstedelijke Raad heeft aangenomen en Wij, Executieve, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Toepassingsgebied en wettelijke bepalingen*

Artikel 1. Deze ordonnantie regelt een materie bedoeld in artikel 107quater van de Grondwet.

(1) Gewone zitting 1989-1990

Dokument van de Raad. — A - 66/1 Voorstel van ordonnantie.

Gewone zitting 1990-1991

Dokumenten van de Raad. — A - 66/2 Verslag. A - 66/3 Amendement.

Volledig verslag. — Bespreking en goedkeuring. Vergaderingen van 26 en 29 april 1991.

Définition

Art. 2. Pour l'application de la présente ordonnance, il faut entendre par :

- source sonore : toute source sonore intérieure ou extérieure;
- source sonore musicale : toute modalité d'émission de musique provenant de sources sonores, permanentes ou temporaires;
- voisinage : tous les locaux ou bâtiments situés dans l'environnement immédiat, dans lesquels se trouvent des personnes;
- niveau de pression acoustique pondéré L_A : le niveau de pression acoustique mesuré conformément à la courbe de pondération A, exprimé en dB (A), tel que défini par la norme belge C97-122 ;
- niveau sonore ambiant : le niveau sonore équivalent (L_{Acq}), exprimé en dB (A), tel que défini par la norme belge SO1-401 et mesuré, pendant une période de référence T, au cours du fonctionnement de la source sonore;
- niveau de bruit de fond : le niveau sonore équivalent (L_{Acq}), exprime en dB (A), tel que défini par la norme belge SO1-401 et mesuré, pendant une période de référence T, en l'absence de tout fonctionnement de la source sonore ;
- niveau de pression acoustique fractile L_{A90} : niveau de pression acoustique en dB (A), dépassé durant 90 % de la période de référence T.

Champ d'application

Art. 3. Les dispositions de la présente ordonnance concernent la protection acoustique de tous les immeubles à usage d'habitation, ou affectés au logement, ou abritant une activité humaine, en ce compris, et sans que cette liste soit limitative, les immeubles à usage de bureau, les bâtiments scolaires, les hôpitaux, les hôtels, les maisons de retraite, les internats, les salles de spectacles et de réunions, les cafés et les restaurants. Restent cependant exclus du champ d'application de la présente ordonnance, les immeubles industriels.

L'émergence d'une source sonore

Pour l'application de la présente ordonnance, l'émergence d'une source sonore est définie comme la différence exprimée en dB (A) entre :

- le niveau maximal de la pression acoustique produit par le fonctionnement de cette source sonore, à savoir la valeur maximale de pression acoustique instantanée exprimée en dB (A) observée durant une période de référence T, le sonomètre étant en mode « intégration rapide » et
- le niveau de pression acoustique L_{A90} , tel que défini à l'article 2.

La période de référence

Art. 5. Pour l'application de la présente ordonnance, la durée de la période de référence T ne peut être inférieure à 10 minutes.

CHAPITRE II. — Normes, méthodes et conditions de mesure

Valeurs limites des niveaux de bruit

Art. 6. § 1er. Les sources sonores extérieures à un bâtiment ou intérieures à celui-ci mais extérieures au local où les mesures sont réalisées, ne peuvent causer une émergence supérieure à :

— 3 dB (A) pour les locaux de repos (chambre à coucher dans les habitations, dans les hôpitaux, dans les hôtels, etc.) et dans les salles affectées à des activités de détente nécessitant une protection acoustique particulière (salle de concert, studios d'enregistrement, théâtre, salles de conférence, cinémas...).

— 6 dB (A) dans les locaux de séjour, c'est-à-dire dans les locaux occupés le jour dans les habitations (living, salle à manger, salon), bureaux et locaux scolaires, etc.

§ 2. Les mesures sont réalisées pendant la période normale d'occupation du local considéré, en fonction de la destination dudit local.

§ 3. Les émergences qui ne portent pas le niveau global à 30 dB (A) ou plus ne sont pas prises en considération.

Sources sonores musicales

Art. 7. § 1er. Les sources sonores musicales doivent être aménagées de manière à ce que le niveau sonore ambiant mesuré dans le voisinage :

- ne dépasse pas de 5 dB (A) le niveau de bruit de fond, si celui-ci est inférieur à 30 dB (A);

Bepaling

Art. 2. Voor de toepassing van deze ordonnantie moet worden verstaan onder :

- geluidsbron : elke geluidsbron, binnen of buiten;
- muzikale geluidsbron : elke vorm van muziekemissie, afkomstig van blijvende of tijdelijke geluidsbronnen;
- buurt : alle in de onmiddellijke omgeving gelegen lokalen of gebouwen waarin zich personen bevinden;
- gewogen geluidsdrukkniveau L_A : het geluidsdrukkniveau, gemeten overeenkomstig weegcurve A, uitgedrukt in dB (A), zoals bepaald in de Belgische norm C97-122;
- geluidsniveau in de omgeving : het equivalente geluidsniveau (L_{Acq}), uitgedrukt in dB (A), zoals bepaald in de Belgische norm SO1-401 en gemeten, gedurende een referentieperiode T, met de geluidsbron in werking;
- geluidsniveau in de omgeving : het equivalente geluidsniveau (L_{Acq}), uitgedrukt in dB (A), zoals bepaald in de Belgische norm SO1-401 en gemeten, gedurende een referentieperiode T, met de geluidsbron niet in werking;
- fractiele geluidsdrukkniveau L_{A90} : geluidsdrukkniveau in dB (A), overschreden gedurende 90 % van de referentieperiode T.

Toepassingsgebied

Art. 3. De bepalingen van deze ordonnantie hebben betrekking op de bescherming tegen geluidshinder van alle gebouwen die dienst doen als woning of die voor huisvesting bestemd zijn of waarin een menselijke activiteit plaatsheeft, met inbegrip van en zonder dat deze lijst beperkend is, de kantoor- en schoolgebouwen, de ziekenhuizen, de hotels, de rusthuizen en internaten, de schouwburg, bioscoop- en vergaderzalen, de cafés en restaurants. De industriegebouwen blijven echter buiten het toepassingsgebied van deze ordonnantie vallen.

Het overschrijden van het achtergrondniveau door een geluidsbron

Voor de toepassing van deze ordonnantie, wordt het overschrijden van het achtergrondgeluidsniveau door een geluidsbron bepaald als het verschil, uitgedrukt in dB (A), tussen :

- het maximale geluidsdrukkniveau, voortgebracht door de werking van die geluidsbron, dit wil zeggen de maximale waarde van het momentane geluidsdrukkniveau, uitgedrukt in dB (A), vastgesteld gedurende een referentieperiode T, met de sonometer op « snelle integratie » en
- het geluidsdrukkniveau L_{A90} , zoals bepaald in artikel 2.

De referentieperiode

Art. 5. Voor de toepassing van deze ordonnantie, moet de tijdsduur van de referentieperiode minimum 10 minuten bedragen.

HOOFDSTUK II. — Normen, methoden en meetomstandigheden

Grenswaarden van de geluidsniveaus

Art. 6. § 1. De geluidsbronnen, binnenin een gebouw of erbuiten, maar buiten het lokaal waarin de metingen worden verricht, mogen geen overschrijdingen veroorzaken hoger dan :

— 3 dB (A) in de rustruimten, (slaapkamers in woningen, ziekenhuizen, hotels, enz.) en in de ontspanningsruimten die een bijzondere geluidsdemping vergen (concertzalen, opnamestudio's, schouwburgen, conferentiezalen, bioscopen, enz.);

— 6 dB (A) in de woonruimten, dat wil zeggen in de ruimten van de woning die overdag worden bezet (woonkamer, eetkamer, salon) in de bureaus en klaslokalen, enz.

§ 2. De metingen worden verricht tijdens de normale bezettingstijd van de onderzochte ruimte, naargelang de bestemming van deze ruimte.

§ 3. De overschrijdingen die het globaal niveau niet boven de 30 of meer dB (A) brengen, komen niet in aanmerking.

Muzikale geluidsbronnen

Art. 7. § 1. De muzikale geluidsbronnen moeten zo opgesteld zijn dat het geluidsniveau in de omgeving, gemeten in de buurt :

- niet meer dan 5 dB (A) bedraagt boven het achtergrondgeluidsniveau, indien dit onder de 30 dB (A) ligt;

— ne dépasse pas 35 dB (A) quand le bruit de fond se situe entre 30 et 35 dB (A);

— ne dépasse pas le niveau de bruit de fond quand celui-ci est supérieur à 35 dB (A).

§ 2. Toutes les mesures sont prises en niveau sonore équivalent L_{Aeq} .

§ 3. Le niveau de bruit de fond minimal à prendre en considération est de 27 dB (A).

§ 4. Le niveau minimal de bruit de fond à prendre en considération peut être modifié par arrêté délibéré en Exécutif.

Corrections pour sons purs

Art. 8. § 1er. Il est apporté aux normes fixées par l'article 7 de la présente ordonnance une correction pour « son pur » et une correction pour « bruit impulsif ». Lorsque le bruit considéré présente un caractère « impulsif » ou de « son pur » perceptible par l'agent chargé d'effectuer des mesures, il sera ajouté 5 dB (A) au niveau sonore mesuré.

Lorsque le bruit considéré présente un caractère de « son pur », une mesure complémentaire de niveau sonore doit être réalisée à différentes fréquences (de 31,5 Hz à 8 KHz par bande d'octave), conformément aux normes NBN en vigueur.

§ 2. Les facteurs de correction pour « son pur » ou « bruit impulsif » mentionnés au § 1er peuvent être modifiés par arrêté délibéré en Exécutif.

Caractéristiques du sonomètre et analyseur

Art. 9. § 1er. Le niveau sonore en dB (A) est mesuré à l'aide d'un sonomètre dont les capacités de précision ne peuvent être inférieures à la norme CEI 651, classe 2.

§ 2. L'analyseur statistique doit répondre aux caractéristiques suivantes :

- la gamme dynamique > à 60 dB (A);
- le facteur de crête : niveau maximal de 10 dB (A);
- le temps d'observation : de 10 minutes à 24 heures;
- l'indication du niveau maximal;
- l'indication du niveau L_{A90} ;
- le nombre d'échantillons : minimum 120 par minute pour les analyseurs à lecture instantanée ou 8 par seconde pour les analyseurs à intégration.

§ 3. Les mesures sont réalisées avec la caractéristique dynamique « rapide » ou L_{Aeq} .

§ 4. Avant chaque mesure ou série de mesures relatives à une même source sonore, le sonomètre est étalonné à l'aide d'une source d'étalonnage acoustique.

§ 5. Les valeurs des paramètres auxquelles doivent répondre les analyseurs et les sonomètres peuvent être modifiées par arrêté délibéré en Exécutif.

Conditions de mesure

Art. 10. Le niveau sonore et le niveau de bruit de fond sont mesurés, à l'intérieur d'un local ou d'un bâtiment, portes et fenêtres fermées, aucune correction n'étant apportée aux éventuels défauts d'étanchéité de celles-ci.

Les locaux restent meublés mais leurs occupants en seront absents lors des mesures.

Le microphone est placé à un mètre au moins de distance des murs et à une hauteur de 1,20 m au-dessus du sol.

CHAPITRE III. — Rapports et sanctions

Rapport de mesure

- Art. 11. Le rapport de mesure doit obligatoirement mentionner :
- la description précise du matériel de mesure utilisé, notamment le type et les caractéristiques du microphone;
 - le plan des lieux avec indication précise des points de mesure;
 - la durée T de mesure adoptée en l'espèce;
 - la date et l'heure auxquelles les mesures ont été effectuées;
 - les conditions de fonctionnement de la source sonore et les conditions atmosphériques si nécessaire;

— niet meer dan 35 dB (A) bedraagt, indien het achtergrondgeluidsniveau tussen 30 en 35 dB (A) ligt;

— niet meer dan het achtergrondgeluidsniveau bedraagt, indien dit boven de 35 dB (A) ligt.

§ 2. Alle metingen worden verricht in het equivalente geluidsniveau L_{Aeq} .

§ 3. Het minimale achtergrondgeluidsniveau dat in aanmerking komt bedraagt 27 dB (A).

§ 4. Het minimale achtergrondgeluidsniveau dat in aanmerking komt, kan bij een door de Executieve genomen besluit worden gewijzigd.

Correcties voor zuivere geluiden

Art. 8. § 1. Aan de normen, vastgelegd in artikel 7 van deze ordonnantie, wordt een correctie voor « zuiver geluid » en een correctie voor « impulsgeluid » aangebracht. Indien het onderzochte geluid een karakteristiek van « impuls » of « zuiver geluid » vertoont, waar te nemen door de ambtenaar belast met het verrichten van de metingen, wordt aan het gemeten geluidsniveau 5 dB (A) toegevoegd.

Indien het onderzochte geluid een karakteristiek van « zuiver geluid » vertoont, moet een aanvullende meting van het geluidsniveau worden verricht, op verschillende frekwenties (van 31,5 Hz tot 8 KHz per octaafband), overeenkomstig de geldende NBN-normen.

§ 2. De correctiefactoren voor « zuiver geluid » of « impulsgeluid », vermeld in § 1, mogen bij een door de Executieve genomen besluit gewijzigd worden.

Karakteristieken van de sonometer en analysator

Art. 9. § 1. Het geluidsniveau in dB (A) wordt gemeten met een sonometer die minstens voldoet aan de nauwkeurigheidseisen bepaald in de IEC norm 651, klasse 2.

§ 2. De statistische analysator moet de volgende eigenschappen bezitten :

- het dynamische gamma > 60 dB (A);
- de crestfactor : maximaal niveau van 10 dB (A);
- beoordelingstijd : van 10 minuten tot 24 uur;
- aanduiding van het maximale niveau;
- aanduiding van het L_{A90} ;
- het aantal monsternemingen : minimum 120 per minuut voor analysatoren met momentane aflevering of 8 per seconde voor de integratie-analysatoren.

§ 4. Vóór elke meting of elke reeks metingen met betrekking tot eenzelfde geluidsbron, wordt de sonometer met een akoestische ijkbron geïjkt.

§ 5. De waarden van de parameters waaraan de analysatoren en de sonometers moeten voldoen, kunnen bij een door de Executieve genomen besluit worden gewijzigd.

Meetomstandigheden

Art. 10. Het geluidsniveau en achtergrondgeluidsniveau worden gemeten, binnenin een ruimte of gebouw, met deuren en vensters gesloten en zonder dat eventuele tekortkomingen inzake dichtheid ervan het minst worden verholpen.

De ruimten blijven bemeubeld, maar hun bezetters zijn bij de metingen niet aanwezig.

De microfoon wordt geplaatst op ten minste één meter afstand van de muren en op een hoogte van 1,20 m boven de vloer.

HOOFDSTUK III. — Verslagen en straffen

Verslag van de meting

- Art. 11. Het verslag van de meting moet verplicht vermelden :
- de nauwkeurige beschrijving van het gebruikte meetmaterieel, onder andere van het soort microfoon en de karakteristieken ervan;
 - het plan van de omgeving met nauwkeurige aanduiding van de meetpunten;
 - de metingstijd T, aangepast naargelang het geval;
 - de datum en het uur waarop de metingen werden verricht;
 - de bedrijfsomstandigheden van de geluidsbron en de atmosferische omstandigheden, indien nodig;

- les niveaux acoustiques mesurés, tant le niveau de bruit de fond que le niveau sonore et les mesures complémentaires (bruit impulsif, analyse de fréquence, etc...);
- la valeur du niveau sonore choisi comme référence en application de la présente ordonnance;
- les noms et qualités des agents ayant effectué les mesures.

Art. 12. L'occupant et l'auteur de la source sonore peuvent prendre connaissance du rapport de mesure, sur demande formulée à l'administration.

Si le rapport de mesure fait apparaître qu'une infraction à la présente ordonnance est commise, l'administration en adresse copie au contrevenant, s'il est identifié et l'invite à régulariser la situation dans un délai de 15 jours.

L'administration ne délivre cet avis qu'une seule fois.

Art. 13. 1. Sans préjudice des pouvoirs d'officier de Police judiciaire, les agents désignés par l'Exécutif sont compétents pour surveiller l'exécution de l'ordonnance et rechercher les actes qui contreviennent à celui-ci.

2. Ces agents peuvent procéder à tous examens, contrôlés, enquêtes et recueillir tous renseignements jugés nécessaires.

3. Dans le cadre strict de leur mission, les agents désignés peuvent également pénétrer dans les installations pour autant que celles-ci ne soient pas un domicile ou des dépendances au sens de l'article 10 de la Constitution.

4. Les agents désignés conformément au présent article par l'Exécutif doivent dénoncer sans délai et au plus tard un mois après leur constatation, le non-respect des dispositions de l'ordonnance à :

- l'autorité judiciaire si les faits sont constitutifs d'infraction;
- l'autorité communale pour la mettre en mesure d'exercer ses pouvoirs de police administrative;
- l'administration régionale compétente.

Mesures de police administrative

Art. 14. Lorsque les agents désignés conformément à l'article 13 constatent des infractions à l'ordonnance, ils peuvent, pour mettre fin à la situation irrégulière et en tous cas pour des raisons de sécurité et de salubrité;

- interdire provisoirement l'utilisation de la source sonore qui dépasse les seuils d'émergence prévus dans l'ordonnance;
- saisir sur place les installations et appareils tant qu'ils ne sont pas en état de fonctionner de manière conforme aux prescrits de la présente;
- prescrire l'immobilisation d'objets dangereux, insalubres ou nuisibles tant qu'ils conservent un de ces caractères;
- placer des scellés pour garantir les interdictions, saisies précitées et immobilisations;
- prescrire des mesures urgentes et provisoires de nature à réduire l'insécurité, l'insalubrité ou la nuisance résultant d'agissements qui contreviennent à l'ordonnance;
- en cas d'extrême urgence, procéder ou faire procéder au rétablissement des lieux dans leur pristin état.

Sanctions

Art. 15. § 1er. Est puni d'une amende de 100 F à 300 000 F toute personne morale ou physique qui, étant propriétaire, détenteur ou utilisateur d'une source sonore, crée directement ou indirectement, ou laisse perdurer, une situation constitutive d'infraction aux articles 6 ou 7 de la présente ordonnance.

§ 2. Est puni d'un emprisonnement de 8 jours à 6 mois et d'une amende de 200 F à 600 000 F ou d'une de ces peines seulement, celui qui étant propriétaire, détenteur ou utilisateur d'une source sonore commet l'infraction définie au § 1er du présent article, sciemment ou dans un esprit de lucre.

§ 3. Est puni des mêmes peines, celui qui de soustrait ou fait obstacle d'une quelconque manière à l'exécution de la mission de contrôle et de surveillance dont sont investis les agents qualifiés.

- de gemeten geluidsniveaus, zowel het achtergrondgeluidsniveau als het geluidsniveau en de aanvullende metingen (impulsge-luid, frekwentieanalyse, enz.);
- de waarde van het geluidsniveau dat in toepassing van deze ordonnantie als referentie wordt gekozen;
- de namen en hoedanigheden van de ambtenaren die de metingen hebben verricht.

Art. 12. De bezetter en de veroorzaker van de geluidshinder kunnen na aanvraag bij de administratie het verslag van de meting inkijken.

Indien uit het verslag van de meting blijkt dat deze ordonnantie werd overtreden, stuurt de administratie hiervan een copie naar de overtreder, indien deze bekend is, en verzoekt hem de toestand binnen de 15 dagen recht te zetten.

De administratie stuurt slechts één bericht.

Art. 13. 1. Ongeacht de bevoegdheden van de officier van de Gerechtelijke Politie zijn de door de Executieve aangewezen ambtenaren bevoegd te waken voor de uitvoering van de ordonnantie na te gaan en de overtredingen op te sporen.

2. Deze ambtenaren kunnen elk onderzoek, elke controle en enquête uitvoeren en alle nuttig geachte inlichtingen verzamelen.

3. In het strikte kader van hun opdracht mogen de aangewezen ambtenaren de installaties betreden, voor zover het geen woning of de aanhorigheden ervan betreft, zoals bepaald in artikel 10 van de Grondwet.

4. De overeenkomstig dit artikel door de Executieve aangewezen ambtenaren moeten zonder verwijl en uiterlijk één maand na hun vaststelling de niet-naleving van de bepalingen van de ordonnantie melden aan :

- de gerechtelijke overheid indien het overtredingen betreft;
- de gemeentelijke overheid om haar in staat te stellen haar administratief toezicht uit te oefenen;
- de bevoegde gewestelijke administratie.

Administratief toezicht

Art. 14. Wanneer de overeenkomstig artikel 13 aangewezen ambtenaren overtredingen op de ordonnantie vaststellen, kunnen ze, om een eind te stellen aan de onregelmatige toestand, en hoe dan ook om veiligheids- en gezondheidsredenen :

- voorlopig het gebruik verbieden van de geluidsbron die de in de ordonnantie bepaalde grenzen overschrijdt;
- ter plaatse de installaties en toestellen in beslag nemen zolang dez niet aan de voorschriften van deze ordonnantie voldoen;
- de stillegging verplichten van gevaarlijke, ongezonde en schadelijke voorwerpen zolang deze een van de genoemde eigenschappen behouden;
- zegels aanbrengen om de naleving van de verbodsbepalingen, inbeslagnemingen en de stilleggingen te waarborgen;
- dringende en voorlopige maatregelen voorschrijven om de onveiligheid, de ongezondheid of de schadelijke eigenschap als gevolg van overtredingen van de ordonnantie te verhelpen;
- bij dringende noodzaak overgaan of doen overgaan tot het herstel van de plaatsen in hun oorspronkelijke staat.

Straffen

Art. 15. § 1. Wordt gestraft met een boete van 100 tot 300 000 F, elke rechts- of natuurlijke persoon die als eigenaar, bezitter of gebruiker van een geluidsbron, rechtstreeks of onrechtstreeks, een toestand veroorzaakt of laat voortduren die een overtreding is van artikel 6 of 7 van deze ordonnantie.

§ 2. Wordt gestraft met een gevangenisstraf van 8 dagen tot 6 maanden en met een boete van 200 tot 600 000 F of met slechts één van deze straffen, hij die als eigenaar, bezitter of gebruiker van een geluidsbron, bewust of uit winstbejag, de bepalingen van de § 1 van dit artikel overtreedt.

§ 3. Wordt gestraft met dezelfde straffen, hij die zich onttrekt aan of op enigerlei wijze hindert bij de uitvoering van de controle- of toezichtopdracht waarmee de bevoegde ambtenaren bekleed zijn.

Art. 16. En cas d'infraction aux articles 6 et 7, le juge peut ordonner l'exécution des mesures qu'il prescrit pour protéger les voisins et l'accomplissement de travaux destinés à réduire, faire réduire ou faire cesser les nuisances.

Promulguons la présente ordonnance, ordonnons qu'elle soit publiée au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 16 mai 1991.

Le Président de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale
et Ministre de l'Aménagement du Territoire,
des Pouvoirs locaux et de l'Emploi
Ch. PICQUE

Le Ministre des Finances, du Budget,
de la Fonction publique
et des Relations extérieures,
J. CHABERT

Le Ministre du Logement, de l'Environnement,
de la Conservation de la Nature
et de la Politique d'Eau,
G. DESIR

Le Ministre de l'Economie,
R. GRUIJ

Le Ministre des Travaux publics, des Communications
et de la Rénovation
des Sites d'Activités économiques désaffectés,
J.-L. THYS

Art. 16. Bij overtreding van artikel 6 en 7 kan de rechter bevelen tot het uitvoeren van de straffen, door hem bepaald om de burens te beschermen en bevelen tot het voltooiën van de werken om de hinder te verminderen, te doen verminderen of er een eind aan te maken.

Kondigen deze ordonnantie af, bevelen dat ze in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 16 mei 1991.

De Voorzitter van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve
en Minister van Ruimtelijke Ordening,
Ondergeschikte Besturen en Tewerkstelling,
Ch. PICQUE

De Minister van Financiën, Begroting,
Openbaar Ambt en Externe Betrekkingen,
J. CHABERT

J. CHABERT

De Minister van Huisvesting, Leefmilieu,
Natuurbehoud en Waterbeleid,
G. DESIR

G. DESIR

De Minister van Economie,
R. GRUIJ

De Minister van Openbare Werken, Verkeer
en Vernieuwing van Afgedankte Bedrijfsruimten,
J.-L. THYS

AUTRES ARRÊTÉS — ANDERE BESLUITEN

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Ordres nationaux

Par arrêté royal du 17 juin 1991, M. Geysen, Paulus, premier président de la cour du travail de Bruxelles, est promu grand officier de l'Ordre de Léopold.

Il portera la décoration civile.

Ordre judiciaire

Par arrêté royal du 23 novembre 1990, entrant en vigueur le 4 juillet 1991, M. Geysen, P., premier président de la cour du travail de Bruxelles, est admis à la retraite.

Il a droit à l'éméritat.

Il est autorisé à porter le titre honorifique de ses fonctions.

Par arrêtés ministériels du 26 juin 1991 :

— il est mis fin, à la date du 31 août 1991, à la délégation au conseil de guerre en campagne près les Forces belges dans la République fédérale d'Allemagne de Mlle Simon, M., commis-greffier au Conseil de guerre permanent de Liège;

— Mme Mathot, M., greffier au conseil de guerre permanent de Liège, est déléguée à partir du 1er septembre 1991 pour exercer ses fonctions au conseil de guerre en campagne près les Forces belges dans la République fédérale d'Allemagne.

MINISTÈRE DES CLASSES MOYENNES

Personnel. — Nomination

Par arrêté royal du 28 mai 1991, qui produit ses effets le 1er mai 1991, M. M. Crop, directeur, est promu au grade de directeur d'administration au cadre linguistique néerlandais du Ministère des Classes moyennes.

MINISTERIE VAN JUSTITIE

Nationale Orden

Bij koninklijk besluit van 17 juni 1991 is de heer Geysen, Paulus, eerste voorzitter van het arbeidshof te Brussel, bevorderd tot groot-officier in de Leopoldsorde.

Hij zal het burgerlijk ereteken dragen.

Rechterlijke Orde

Bij koninklijk besluit van 23 november 1990, dat in werking treedt op 4 juli 1991, is de heer Geysen, P., eerste voorzitter van het arbeidshof te Brussel, in ruste gesteld.

Hij heeft aanspraak op het emeritaat.

Het is hem vergund de titel van zijn ambt eershelve te voeren.

Bij ministeriële besluiten van 26 juni 1991 :

— is aan de opdracht gegeven aan Mej. Simon, M., klerk-griffier bij de bestendige krijgsraad te Luik, om haar ambt te vervullen bij de krijgsraad te velde bij de Belgische Strijdkrachten in de Bondsrepubliek Duitsland, een einde gesteld op datum van 31 augustus 1991;

— is aan Mevr. Mathot, M., griffier bij de bestendige krijgsraad te Luik, opdracht gegeven om met ingang van 1 september 1991 haar ambt te vervullen bij de krijgsraad te velde bij de Belgische Strijdkrachten in de Bondsrepubliek Duitsland.

MINISTERIE VAN MIDDENSTAND

Personeel. — Bevordering

Bij koninklijk besluit van 28 mei 1991, dat uitwerking heeft met ingang van 1 mei 1991, wordt de heer M. Crop, directeur, tot de graad van bestuursdirecteur bevorderd op het Nederlands taalkader van het Ministerie van Middenstand.